



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/43/L.54
14 décembre 1988

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Quarante-troisième session
Point 37 de l'ordre du jour

QUESTION DE PALESTINE

Afghanistan, Bulgarie, Cuba, Inde, Indonésie, Madagascar,
Malaisie, Mali, Pakistan, République démocratique allemande,
République démocratique populaire lao,
République socialiste soviétique d'Ukraine, Sénégal
et Yougoslavie : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le point intitulé "Question de Palestine",

Rappelant sa résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, dans laquelle elle a notamment demandé la création d'un Etat arabe et d'un Etat juif en Palestine,

Ayant présente à l'esprit la responsabilité particulière qu'a l'Organisation des Nations Unies de parvenir à une juste solution de la question de Palestine,

Consciente de la proclamation de l'Etat palestinien par le Conseil national palestinien en conformité avec la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1947 et dans l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien,

Affirmant la nécessité urgente de parvenir à un règlement juste et global au Moyen-Orient, qui prévoit notamment la coexistence pacifique de tous les Etats dans la région,

Rappelant sa résolution 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974 relative au statut d'observateur pour l'Organisation de libération de la Palestine, et les résolutions ultérieures pertinentes,



1. Prend acte de la proclamation de l'Etat palestinien par le Conseil national palestinien le 15 novembre 1988;
2. Affirme la nécessité urgente de permettre au peuple palestinien d'exercer sa souveraineté sur son territoire occupé depuis 1967;
3. Décide qu'à compter du 15 décembre 1988, la désignation de "Palestine" devrait être employée à l'Organisation des Nations Unies au lieu de la désignation "Organisation de libération de la Palestine", sans préjudice du statut et des fonctions d'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine au sein du système des Nations Unies, conformément aux résolutions et à la pratique pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;
4. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la présente résolution.

1988
1988

